RADICALISATION ISLAMIQUE ET ENJEUX SÉCURITAIRES AU SAHEL

DE L'INFLUENCE WAHHABITE AU TERRORISME

Dr. Bakary Sambe

Senior Fellow, European Foundation for Democracy

Coordonnateur de l'Observatoire des Radicalismes et Conflits religieux
en Afrique au Centre d'Etude des Religions
Université Gaston Berger – Saint-Louis (Sénégal)

October 2013

EUROPEAN FOUNDATION FOR
DEMOCRACY

À PROPOS DE LA EUROPEAN FOUNDATION FOR DEMOCRACY

The European Foundation for Democracy is a Brussels-based policy institute dedicated to upholding Europe's fundamental values of freedom and equality, regardless of gender, ethnicity or religion.

Today, these principles are being challenged by a number of factors among them rapid social change as a result of high levels of immigration from cultures with different customs, a rise in intolerance on all sides, an increasing sense of conflict of civilisations, and the growing influence of radical, extremist ideologies worldwide.

We work with grassroots activists, media, policy experts and government officials throughout Europe to identify constructive approaches to address these challenges. Our goal is to ensure that the universal values of the enlightenment – religious tolerance, political pluralism, individual liberty and government by democracy – remain the core foundation of Europe's prosperity and welfare, and the basis on which diverse cultures and opinions can interact peacefully.

SUR L'AUTEUR

Dr. Bakary Sambe est Senior Fellow à la European Foundation for Democracy depuis 2008, diplômé en science politique (Institut d'Études Politiques de Lyon) titulaire d'un Master en Etudes islamiques, enseignant-chercheur au Centre d'Etude des Religions (UFR-CRAC) de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis où il coordonne l'Observatoire des Radicalismes et Conflits religieux en Afrique. Anciennement à l'Aga Khan University- *Institut for the Study of Muslim Civilisations* (Londres), spécialiste du militantisme islamique et des réseaux transnationaux, il a publié Islam et diplomatie : la politique africaine du Maroc (Phoenix, 2011), auteur de plusieurs travaux sur les rapports arabo-africains, Sambe est membre du Conseil pour le Développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA). Il a récemment réalisé un rapport sur la Paix et la Sécurité dans l'espace CEDEAO-ECOWAS sur le radicalisme religieux et la menace terroriste. Il parle le français, l'arabe, l'anglais, le wolof avec de bonnes notions en langue turque.

TABLE DES MATIÈRES

- UNE PRÉFACE 2
- RADICALISATION ISLAMIQUE AU SAHEL: CAUSES ENDOGÈNES ET INFLUENCES EXTÉRIEURES 3
- AUX SOURCES IDÉOLOGIQUES DE L'OFFENSIVE WAHHABITE 4

- **CHAPITRE 1**

  IMPLICATIONS SÉCURITAIRES DU RADICALISME ISLAMIQUE DANS LE SAHEL 6

  DES FAITS ET ÉVÈNEMENTS ALARMANTS 7

- **CHAPITRE 2**

  LES PAYS DU SAHEL: DES CIBLES NATURELLES DU TERRORISME 8

- **CHAPITRE 3**

  LE SAHEL: UN TERRAIN FAVORABLE AUX GROUPES JIHADISTES 10

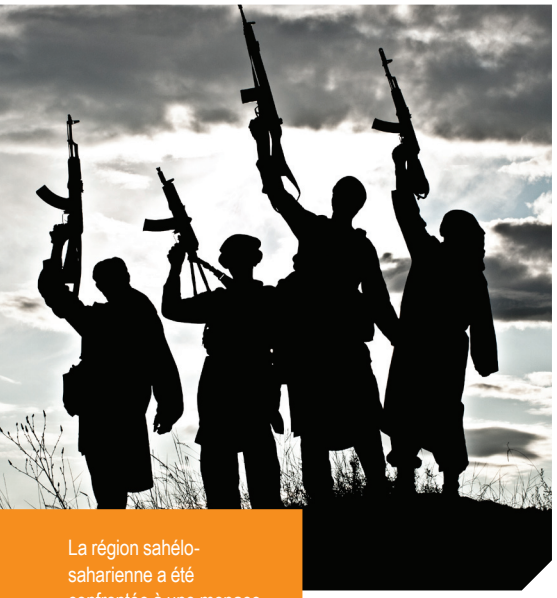
  LE SAHEL: UN TERRAIN IDÉOLOGIQUEMENT CONQUIS? 10

  LE SAHEL: THÉÂTRE PROPICE AUX OPÉRATIONS TERRORISTES? 12

- CONCLUSIONS 14
- BIBLIOGRAPHIE 16

UNE PRÉFACE

La région du Sahel a la spécificité d'être à la lisière du monde arabe et de l'Afrique subsaharienne. Elle est naturellement soumise aux influences arabes surtout que par le biais de l'islam, les connexions sont facilitées par un certain nombre de facteurs avec une particulière manipulation du facteur religieux à tous les desseins.[1] L'illusion longtemps entretenue d'une région subsaharienne en dehors des influences et des courants traversant les mondes arabe et musulman est contredite aussi bien par l'histoire mais aussi les évènements auxquels nous assistons depuis la fin de la guerre froide. En fait le Sahara n'a jamais été une barrière infranchissable mais une « mer intérieure qui a toujours invité à passer d'un rivage à un autre », comme disait Henri Labouret.



La région sahélo-saharienne a été confrontée à une menace croissante des jihadistes radicaux longtemps avant l'intervention de la France au Mali en janvier 2013.

Lorsque le phénomène Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) s'est déclaré dans les sociétés maghrébines, il fallait aussitôt s'attendre à son extension au sud du Sahara. S'y ajoute qu'une certaine reconfiguration géopolitique a fait de cette région du Sahel une zone très convoitée aussi bien sur le plan stratégique qu'économique, au regard des richesses minières et énergétiques dont elle regorge. Pour dire qu'une confrontation des intérêts divergents va irrémédiablement y occasionner des troubles. Aussi, la lutte d'influences idéologique sur fond de chocs de modèles religieux va-t-elle s'y accentuer. Les nombreuses alertes sur l'enjeu d'une telle confrontation idéologique n'ont commencé à faire écho qu'avec l'apparition des groupes islamistes radicaux et, surtout, les actions terroristes et les prises d'otages dans cette vaste zone aux frontières poreuses. La crise connue au Nord du Mali a ouvert les yeux aux moins alarmistes sur le danger que représentait depuis longtemps cette radicalisation islamique progressive.

Dans cette contribution, nous allons remonter d'abord aux origines de cette radicalisation islamique dans les pays du Sahel, l'ancrage des idéologies, comme le salafisme wahhabite, alimentant le jihadisme en tant que mode de combat et aux actions terroristes avant de proposer des actions pouvant endiguer une telle montée du radicalisme aux conséquences sécuritaires énormes pour la Région. Ces répercussions s'étendent aussi dans le domaine des crimes organisés comme elles touchent la stabilité nécessaire au développement économique.

[1] Sambe, 2003: 28

RADICALISATION ISLAMIQUE AU SAHEL: CAUSES ENDOGÈNES ET INFLUENCES EXTÉRIEURES

Le déclenchement de l'opération militaire française *Serval,* le 11 janvier 2013, la mise en place de la Mission internationale des Nations Unies pour la Stabilisation du Mali sous conduite africaine (MINUSMA) induisent, certes, une nouvelle situation sécuritaire dans la bande du Sahel. Mais bien avant ces derniers développements consécutifs à la crise malienne, les pays de la région sahélo-saharienne étaient déjà exposés à des menaces de différentes natures. La radicalisation islamique à travers les mouvements de plus en plus politisés, soutenus et financés par des pays étrangers soulevait des inquiétudes, aussi bien dans les cercles religieux, politiques que sécuritaires. Dans nombre de pays du Sahel, on s'interroge depuis peu, quant au niveau de préparation des services et forces de sécurité pour faire face à la menace terroriste et aux possibles connexions entre l'« internationale jihadiste » désormais bien ancrée dans le Sahel et des groupes radicaux actifs ou dormants dans les différents pays.

Devant une telle situation, il semble pertinent de réinterroger l'évolution du phénomène de la radicalisation dans les pays du Sahel, fortement islamisés et traversés par de nombreux courants notamment le wahhabisme ou encore le salafisme jihadiste. Ces derniers développements font de tous les pays de la région un théâtre d'opérations ou tout au moins une zone de repli stratégique.

AUX SOURCES IDÉOLOGIQUES DE L'OFFENSIVE WAHHABITE

Il y a une véritable stratégie de conquête développée par l'Arabie Saoudite avec la multiplication d'organismes spécialisés financés par elle et qui essayent de coordonner les actions de prédication sous différentes formes. Ces organismes prennent la forme d'organisations internationales avec une certaine représentativité afin d'acquérir la respectabilité et surtout le statut privilégié des ONG sur la scène internationale où les rapports se privatisent de plus en plus.

> Il y a une véritable stratégie de conquête développée par l'Arabie Saoudite

Ainsi, des mouvements de différentes natures se multiplient et s'imposent comme la courroie de transmission de l'idéologie wahhabite surfant sur la contestation de l'islam confrérique soufi ou traditionnel tel que connu dans plusieurs régions du Sahel.[2]

Les tenants du wahhabisme international financé par l'Arabie Saoudite et maintenant le Qatar ont longtemps travaillé sur un projet de zone d'influence wahhabite en Afrique. Pourtant, les nombreuses alertes n'ont jamais poussé à des mesures préventives face à un phénomène qui inquiète aujourd'hui tous les pays du Sahel. Cette zone d'influence d'un islam radical est clairement identifiable aujourd'hui. Il s'agit de la ligne Erythrée, Khartoum encerclant l'Ethiopie « chrétienne » en passant par Ndjaména et traverserait, les actuelles provinces du Nord Nigeria appliquant la *« Sharî'a »,* le Niger et le Mali, sous effervescence islamiste, pour aboutir au Sénégal, seul pays d'Afrique noire ayant accueilli par deux fois le Sommet de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) et siège régional de la Ligue islamique mondiale entre autres.

[2] Sambe, 2005: 18.

Jusqu'ici, l'action des mouvements islamiques soutenues par des bailleurs du monde arabe se limitait à une concurrence aux États dans les domaines de l'Education et des œuvres sociales au regard des difficultés des gouvernements respectifs à satisfaire les besoins des populations.

Mais avec les récents bouleversements dans la sous-région et les conséquences découlant de l'alliance entre les groupes jihadistes comme AQMI, issu du GSPC, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat, et la nébuleuse Al-Qaeda, ces mouvements commencent à être des sources d'inquiétudes.

> « Il peut arriver, à tout moment que des éléments incontrôlés passent de la pensée à l'action »

L'idéologie salafiste et wahhabite avec ses penchants jihadistes et violents étant bien ancrée dans la sous-région, il peut arriver, à tout moment que des éléments incontrôlés passent de la pensée à l'action.

CHAPITRE 1

IMPLICATIONS SÉCURITAIRES DU RADICALISME ISLAMIQUE DANS LE SAHEL

Plusieurs pays de la sous-région ouest-africaine sont touchés par le phénomène AQMI, notamment, la Mauritanie, le Mali (en pleine crise) et le Niger avec des territoires étendus difficiles à contrôler et frontaliers avec l'Algérie. C'est dans ce pays que des anciens du Groupe salafiste pour la prédication et le combat ont fait allégeance à la nébuleuse Al-Qaida pour devenir Al-Qaida au Maghreb Islamique avec des émirs opérant sur toute la région du Sahel. AQMI se subdivise en plusieurs sous-groupes très mobiles pour être cernés par des services de sécurité aux moyens limités (entre 200 et 800 combattants présents sur zone désertique). Des puissances étrangères collaborent avec les états du Sahel (par le biais d'AFRICOM et la Direction générale de la Sécurité extérieure, DGSE, française). L'objectif d'AQMI est de s'attaquer aux intérêts des puissances occidentales notamment la France, ancien pays colonisateur de ces états, aux intérêts économiques et stratégiques importants.

> Tous les pays de la sous-région sont directement menacés et peuvent être soit des théâtres d'opération et/ou des zones de repli stratégiques

Dans une telle configuration tous les pays de la sous-région sont directement menacés et peuvent être soit des théâtres d'opération et/ou des zones de repli stratégiques. Des faits marquants doivent pousser à une certaine vigilance. Différentes raisons font des pays de la région sahélienne des cibles potentielles. De plus, dans tous ces pays, il y a un contexte socio-économique favorable à un déploiement de l'AQMI avec des relais idéologiques (mouvements wahhabites), suffisamment endoctrinés et, éventuellement, opérationnels.

DES FAITS ET ÉVÈNEMENTS ALARMANTS

Un certain nombre de faits ont alerté les services de sécurité de nombreux pays de la sous-région, notamment le Sénégal. Ce pays, frontalier de la Mauritanie et du Mali, plongé dans une double crise politique et sécuritaire dans le Nord, semble ces derniers temps sous la visée des groupes jihadistes.

Le Mali est célèbre pour ses mosquées en argile et pour son culte particulier d'islam qui intègre certaines croyances et symboles animistes traditionnelles. Les Islamistes extrémistes, en particulier dans le nord, ont attaqué et détruit plusieurs de ces mosquées, y compris la plus grande mosquée de Tombouctou, classée patrimoine mondial en péril par l'UNESCO.

En 2007, des assassins présumés d'un groupe de Français recherchés par la police mauritanienne a pu, via le Sénégal et la Gambie, regagner Bissau pour y être finalement arrêtés par les services de sécurité bissau-guinéens. Le 29 mai 2010, Mohamed Nadane, Moulaye Abdallah Aldani et Mohamed Bright Nadanecours ont été interpellés à l'Aéroport international de Dakar par la Division des Investigations Criminelles (DIC). En Septembre 2010, il y a fallu une coopération de la police marocaine pour identifier ces trois personnes: membres de la jeunesse islamique combattante (JIC), une organisation liée à Al-Qaeda. Elles étaient recherchées pour avoir commis un attentat. Elles seront extradés vers le Maroc par le gouvernement sénégalais dans la nuit du 20 au 21 septembre 2010 par un vol de la Royal Air Maroc depuis Dakar.

Début Février 2011, deux membres présumés d'AQMI sont en fuite vers le Sénégal avent d'y être arrêtés dans la banlieue dakaroise. On parle d'un séjour express et récent de Liman Chérif au Sénégal, ce Mauritanien très expert dans la libération d'otages occidentaux des mains d'AQMI. Il y a deux semaines dix jihadistes présumés ont été arrêtés à Dagana au Nord du Sénégal par la gendarmerie Nationale. Les dernières arrestations dont celle de 'Imam Dianko, un des lieutenants du chef du MUJAO, le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest, dans la banlieue dakaroise de Thiaroye, montre l'extrême nécessité de repenser nos paradigmes sécuritaires.

CHAPITRE 2

LES PAYS DU SAHEL: DES CIBLES NATURELLES DU TERRORISME

AQMI vise surtout à atteindre les intérêts occidentaux dans la zone du Sahel. Le Sénégal présente une certaine particularité dans ce contexte. Sa posture est complexe. Par sa proximité géographique, c'est une zone d'influence naturelle des pays et organisations arabes et islamiques tells que l'Organisation de coopération islamique, l'Organisation islamique pour l'Éducation, les Sciences et la Culture, la Ligue islamique mondiale, ou l'Appel mondial islamique en Libye. Mais en même temps, il demeure un allié traditionnel des puissances occidentales. On pourrait dire la même chose de la Mauritanie, mais aussi du Tchad comme du Niger. Ces pays du Sahel présentent, de ce fait, beaucoup de similitudes avec les pays arabes (Arabie Saoudite, Emirats du Golfe, Maroc, Egypte, Tunisie en pleine transition politique etc.) visés par Al-Qaeda qui les considère comme des « agents » de l'Occident. Rappelons les faits suivants qui confortent ce statut exposant des pays comme le Sénégal aux menaces de mouvements jihadistes. Tous les faits que nous allons citer font partie de ceux qui alimentent le discours radical des mouvements jihadistes et qui justifient que l'on puisse s'attaquer à tel pays ou à certains intérêts :

- Participation des forces sénégalaises à la première guerre du Golfe en 1991 durant l'invasion du Koweït aux côtés des forces occidentales.
- Présence militaire de la France un peu partout dans les pays francophones de la sous-région est un facteur de risque surtout que ce pays est considéré comme *« ennemi de l'islam »* depuis les déclarations des officiels français et surtout l'interdiction du voile islamique jugée comme une attitude islamophobe par les organisations panislamiques.

L'engagement des forces françaises dans le cadre de l'opération Serval accentue ce sentiment anti-français dans les milieux salafistes..

- Les accordes de défense avec la France signés par nombre de pays du Sahel peuvent aussi raviver un tel sentiment que nos différents états sont des « défenseurs des intérêts français » dans la sous-région.
- Intérêts économiques français présents dans des pays comme le Sénégal, la Mauritanie, le Mali, le Niger (grands groupes industriels français, investissements importants).
- Les prises de position de certains États comme le Sénégal. Rappelons, en 2001, l'appel lancé par le Président sénégalais Abdoulaye Wade pour organiser un sommet mondial contre le terrorisme suivi de la visite de George Bush au Sénégal.
- Les représentations diplomatiques occidentales importantes dans la sous-région sahélienne : état d'alerte autour des Ambassades des USA, de l'Union Européenne, de la France et d'Israël.
- Les dernières menaces d'AQMI (en 2011 et récemment en 2012) contre l'ex-président Wade, dont la sécurité fut alors renforcée suite à l'extradition de 3 marocains et de 3 mauritaniens, membres présumés d'Al-Qaida.

De plus, les actes posés sur le plan diplomatique ne semblent pas accompagnés de dispositions nécessaires sur les plans sécuritaire et du renseignement intérieur et militaire.

Il est sûr que la nature des menaces comme celle de l'AQMI et des groupes transnationaux avec une nouvelle conception des espaces territoriaux, exige une expertise pluridisciplinaire et non plus seulement sécuritaire.[3]

Cette expertise devra nécessairement prendre en compte, non seulement, les aspects géopolitiques, mais la dimension idéologique et sociologique d'un phénomène multiforme. Il ne semble pas en être le cas, pour le moment, au sein des services de sécurité des pays sahéliens alors qu'on peut s'interroger les l'existence éventuelle d'un terrain favorable au déploiement de groupes comme l'AQMI.

[3] Constantin, 1994: 154

CHAPITRE 3

LE SAHEL: UN TERRAIN FAVORABLE AUX GROUPES JIHADISTES

Il y a assez d'éléments pour qu'émergent à tout moment, dans les différents pays sahéliens, **deux types de relais:** a) **idéologique** et éventuellement, b) **opérationnel** et ce, malgré les assurances d'un système confrérique ou d'un islam traditionnel aujourd'hui cible des islamistes (Tombouctou) et qui étaient considérés comme paravents et remparts plus ou moins durable contre la radicalisation.

Les spécialistes français de l'islam africain, notamment sénégalais, sont, pour beaucoup, restés sur une scission binaire du champ religieux sénégalais: un islam confrérique concurrencé ou contesté par des mouvements réformistes proches des Frères Musulmans ou d'obédience salafiste wahhabite d'émanation saoudienne. Sous certains aspects, ils n'ont pas tenu compte de l'évolution de ce champ ainsi que l'interpénétration des courants comme des itinéraires mixtes des acteurs.

LE SAHEL: UN TERRAIN IDÉOLOGIQUEMENT CONQUIS?

Selon cette configuration, beaucoup croient encore en un islam confrérique soufi en tant que rempart contre l'extrémisme islamiste. Cette force des confréries, notée dans des pays comme le Sénégal ne fait plus le poids au Mali ou encore au Niger où est implantée l'Université islamique du Sahel sous contrôle idéologique wahhabite.

Il est vrai que des leviers de médiation comme les marabouts, au Sénégal, et autres chefs religieux existent qui limitent l'impact de l'assaut idéologique wahhabite avec ses pétrodollars par le biais du travail social des associations islamiques. Ces dernières investissent les domaines où se manifestent le plus une carence de l'État-providence ; l'éducation et le social. Les ressources financières commencent, certes, à se raréfier suite aux attentats du 11 septembre 2001 et la surveillance

accrue doublée d'un gel important des avoirs de certains organismes bailleurs, notamment du Golfe (Arabie Saoudite, Emirats etc).

Mais on oublie très souvent que suite à l'émergence d'une élite arabophone (Niger, Mali, Sénégal, Tchad) issue des universités arabes et/ou islamiques contestant l'hégémonie des cadres francophones désignés comme responsables de la faillite des pays depuis l'indépendance, il y a le mythe de la « conscience islamique » traversant toutes les sphères y compris confrériques. Ce mythe s'est érigé en un véritable courant politique captant les idéologies exogènes : salafisme, wahhabisme, chiisme balbutiant, voire jihadisme. Des pays comme l'Arabie Saoudite et l'Iran sont en rivalité pour la construction et le financement de madrassas et d'instituts islamiques pour mieux asseoir leur influence sur une bonne partie de l'élite musulmane.

S'y ajoute que les déçus du courant confrérique d'obédience soufie, trop marqué par ses accointances répétitives avec le pouvoir politique, conformément à l'héritage colonial, se dirigent, de plus en plus, vers un islam dit « rationalisé » recrutant dans l'élite intellectuelle même francophone. Cela aurait conduit, paradoxalement, avec une « élitisation » de l'extrémisme, vers une sorte d'islam des « ingénieurs » comme en Algérie ou au Moyen-Orient (Frères Musulmans en Egypte, Tunisie et récemment au Maroc).

> « Des pays comme l'Arabie Saoudite et l'Iran sont en rivalité pour la construction et le financement de madrassas et d'instituts islamiques »

Ce courant transversal, à travers tous les pays du Sahel, est manifestement sensible aux revendications de l'islamisme mondialisé (cause palestinienne, anti-américanisme etc). Dans de nombreux pays du Sahel, cette frange est largement renforcée par les laissés pour compte des systèmes sociaux et économiques, habités par une misère sociale et exposés aux rudes conséquences de la crise socio-économique aggravée par le fossé grandissant entre classes dirigeantes et populations paupérisées. Ensemble, ils constituent un relais sociologique et idéologique de groupes comme AQMI.

De tels relais existent dans les milieux associatifs islamiques sans surveillance particulière (Mali, Sénégal, Niger, Burkina Faso) et dont les activités se déploient dans le domaine social et éducatif s'appuyant sur des réseaux de financement des pays du Golfe comme le Qatar et l'Arabie Saoudite. Des pays comme le Sénégal souffrant toujours d'une dualité de son système éducatif avec l'école « officielle » francophone et la multiplication d'écoles « arabes » ou « coraniques », ce qui représente un grand danger pour ce qui est de la cohésion nationale dans le processus de la construction de l'État sous sa forme jacobine.

Les États sahéliens ne semblent pas saisir les enjeux d'une telle dynamique et n'ont jamais intégré cette dimension du religieux dans le cadre global d'une politique de sécurité. De temps à autre, ce sont les puissances occidentales alliés qui tirent la sonnette d'alarme. Les experts sont, aujourd'hui, nombreux qui attirent l'attention sur le danger d'un système éducatif dual avec un enseignement institutionnel géré par l'État et un autre parallèle qui lui échappe. Ce fait est non seulement source de troubles à moyen terme mais d'une fracture sociale donnant lieu à des États-Nations sans ciment national.

Pendant ce temps, certains éléments concordants indiquent l'existence de relais éventuellement opérationnels.

LE SAHEL: THÉÂTRE PROPICE AUX OPÉRATIONS TERRORISTES?

On peut même parler, dans plusieurs zones du Sahel, depuis peu, d'une islamisation de la contestation: manifestation de soutien à Ben Laden en 2001 dans la cour de la Grande Mosquée de Dakar, manifestations de soutien à la cause palestinienne lors des frappes contre Gaza (Mali, Niger, Mauritanie), récemment, en face de l'Ambassade d'Israël (Sénégal), l'émergence d'une nouvelle communauté chiite endogène (en dehors des Libanais) avec des liens certains avec l'Iran, etc. Notons aussi tous les risques liés au blanchiment d'argent et aux relais du Hezbollah libanais dans la sous-région.

> « Les risques liés au blanchiment d'argent et aux relais du Hezbollah libanais dans la sous-région »

Depuis 2001, il y a la naissance d'un courant jihadiste, encore très minoritaire, sous l'impulsion de théoriciens salafistes comme l'Imam Mamour Fall de Kaolack, « Emir » du *Parti islamique du Sénégal,* non reconnu mais très actif sur Internet. En effet, cet Imam sénégalais qui officiait à Carmagnola (région de Turin, Italie) fut expulsé par les autorités italiennes suite à des liens assumés avec Ben Laden lors d'un prêche après la mort de soldats italiens dans un attentat revendiqué par Al-Qaida. Fall se réclame « fils spirituel de Ben Laden » dans la presse sénégalaise et africaine *(« Bientôt je surprendrai le Sénégal et l'Afrique ! »).*

Cet imam, répertorié par les services secrets étrangers et surveillé par les services secrets sénégalais, affirme des liens encore maintenus avec la mouvance jihadiste et démontre une fine connaissance de la garde rapprochée du chef d'Al-Qaida et notamment les membres fortunés de sa famille en Suisse.

Dans une interview à l'agence Reuters, il affirme *« I know bin Laden. People want me to insult him and I will not do it. He is a great man, a great strategist, a great Muslim, and that is what interests us and not the fact that he is accused of killing people. »*[4]

Son nom de guerre dans les milieux jihadistes est Shaykh 'Abdul Qadir Fadl Allah Mamour, reconnu comme l'un des « porteurs de valises » dans les Balkans et surtout lors du long conflit russo-afghan durant la guerre froide, à la fin des années 80 alors qu'il étudiait en Arabie Saoudite.

L'espace sahélien ne peut plus se passer d'une plateforme de veille stratégique.

Il reste cependant, quelques fois très caricatural. Mais, il explique clairement ses objectifs et stratégies sur son blog dans lequel il stigmatise les « tyrans de ce monde » en relayant sur le terrain sénégalais le discours jihadiste international avec comme principaux volets : l'anti-américanisme, la faillite des idéologies occidentales, la cause palestinienne, la complicité des chefs d'États *« incroyants et apostats », le « silence coupable du monde » face aux « injustices que subissent les musulmans » etc.*

Certes, beaucoup s'accordent sur un cas isolé et minoritaire mais les éléments ne manquent pas (comme cités plus haut) qui montrent qu'il peut y avoir un écho favorable à de telles thèses sachant que des expériences historiques pertinentes peuvent être mobilisées dans l'argumentation jihadiste dans les différents pays du Sahel comme le Mali, le Niger, la Mauritanie et même le Sénégal.

[4] L'article de Reuters a été publié dans Hurriyet Daily News le 12 juillet 2013.

CONCLUSIONS

La transnationalité des acteurs, la porosité des frontières ainsi que la réduction de l'espace par les moyens de communication modernes semblent en faveur de la propagation du phénomène jihadiste dans le Sahel. La sous-région n'est pas, totalement, à l'abri d'une telle propagation idéologique ; l'opérationnalité étant, elle, une question de circonstances. Combinés aux données stratégiques et à l'aggravation des phénomènes liés au trafic de drogue, à la prise d'otages, ces éléments impliquent une nécessaire prise en compte globale de la problématique « sécurité humaine » dans le Sahel.

On a souvent évoqué des arguments culturels favorisant une prétendue nature pacifiste des ouest-africains. Mais les phénomènes de rébellion qui affectent la stabilité des États dans plusieurs pays, ainsi que l'auto-immolation devant les grilles du Palais présidentiel comme notée à Dakar, entre autres, semblent nuancer une telle thèse. Le rempart que constitueraient le mouvement confrérique et l'islam traditionnel ne peut plus convaincre suite à sa contestation à l'intérieur même des mouvements islamiques en plus de la fragmentation des groupes religieux avec des franges parasites aux périphéries des confréries sous l'égide de chefs charismatiques ayant sous leur autorités des éléments presqu'embrigadés.

Les errements diplomatiques dans la sous-région ajoutés au dysfonctionnement de certains services de renseignements récemment illustrés par le trafic des armes iraniennes et l'installation d'instructeurs jihadistes étrangers au Nord Mali montrent que les pays du Sahel n'ont qu'une emprise limitée sur l'évolution de la situation. La question de la sécurité humaine ne pourra donc être évoquée de manière séparée, mais nécessitera une prise en charge pluridisciplinaire. Au regard de l'interdépendance entre les différents risques (trafic de drogue, terrorisme, menace sur la production de nourriture liée à l'insécurité), cette prise en charge devra se faire par une approche croisée et multidisciplinaire.

L'ancrage de nombreux États sahéliens concernés dans le camp occidental (USA, France) et surtout la présence d'intérêt français importants en Afrique francophone font de la région du Sahel une cible naturelle. Il faudra ajouter à cela, un terrain idéologiquement favorable et des relais non surveillés sur fond de crise économique et sociale que ne manqueraient pas d'exploiter des groupes jihadistes comme AQMI, Ansaru Dine et le Mouvement unifié pour le Jihad en Afrique de l'Ouest. La réorganisation des groupes islamistes suite à l'opération militaire française 'Serval' a donné naissance à un nouveau mouvement jihadiste: les Almoravides.

Pour toutes ces raisons, nous sommes en présence d'une situation géopolitique qui doit conduire à revisiter les paradigmes sécuritaires et de l'approche de la viabilité des espaces politiques : le choc entre le principe de souveraineté des États et la transnationalité d'acteurs défiant toutes les conceptions préétablies de l'État-Nation.

Dans un tel contexte, l'espace sahélien ne peut plus se passer d'une plateforme de veille stratégique pluridisciplinaire, axée sur la question centrale de la sécurité humaine, rendant possible aussi bien la prévention que la prospective sur un phénomène comme le terrorisme et d'autres qui lui sont connexes tels que le trafic de drogue et les différents facteurs de l'instabilité politique. La prévention de la radicalisation s'avèrerait plus efficace que les interventions militaires après-coup qui ne font que renforcer les sentiments anti-occidentaux et créer de nouvelles zones de redéploiement comme le Sud libyen après l'opération militaire français au Mali.

BIBLIOGRAPHIE

Constantin, F. 1994 *De l'individu à l'État, in Les individus dans la politique internationale,* (sous dir. Michel Girard), p.154

Hurriyet Daily New *Imam gives rare voice to militant Islam in Africa,* 12 juillet 2013 (www.hurriyetdailynews.com/default.aspx?pageid=438&n=imam-gives-rare-voice-to-militantislam- in-africa-2003-12-07, Consulté le 10 octobre 2013)

Sambe, B 2003 *L'islam dans les relations arabo-africaines,* Thèse de doctorat en sciences politiques, sous la direction de Mohamed-Chérif Ferjani, Inst. D'Etudes Politiquesde Lyon, Université Lumière Lyon 2, p. 532

Sambe, B 2005 *Pour une ré-étude de l'islam au Sud du Sahara,* in Prologues, revue maghrébine du livre, n° 34, Eté 2005

DE L'INFLUENCE WAHHABITE AU TERRORISME

European Foundation for Democracy
www.europeandemocracy.org
info@europeandemocracy.org